

**Joshua E. Rigg**

## Logiques de marché et économies morales face à la crise des pénuries en Tunisie

MECAM Papers | Number 08 | October 07, 2024 | <https://dx.doi.org/10.25673/116704> | ISSN: 2751-6482

La Tunisie a connu, entre 2021 et 2024, des pénuries de denrées alimentaires, notamment de farine, de sucre, de lait, de riz et de café. Contrairement aux mises en garde, ces pénuries n'ont pas entraîné les troubles sociaux prédits par la thèse de l'émeute du pain. Pour expliquer cette anomalie empirique, ce MECAM Paper examine la manière dont ces pénuries ont été ressenties, négociées et comprises dans la vie quotidienne.

- Les Tunisiens, tout en étant conscients que les pénuries alimentaires sont l'expression des échecs de l'économie politique nationale et internationale, ont mis en place une série de stratégies locales pour atténuer les effets de ces pénuries dans le cadre de la redistribution des biens.
- Les pénuries ont modifié l'expérience des Tunisiens en matière d'échanges économiques à la fois dans le temps et dans l'espace. Elles ont été perçues comme ayant aggravé les inégalités socio-spatiales aux niveaux national, régional que local, rendant les pauvres plus vulnérables face à la maldistribution des denrées alimentaires. Les pénuries ont également produit une perception du temps en termes d'accélération – l'offre ne pouvant suivre la demande – et de ralentissement – les clients passant leurs journées à faire la queue dans l'attente des livraisons.
- Au niveau du voisinage, les pénuries ont été négociées au travers d'une économie morale de l'approvisionnement, de la distribution et de la consommation, combinant les idées de rationalité du marché avec des justifications éthiques. En reconnaissant à la fois la priorité des besoins des habitants du quartier et les logiques qui régissent le marché, à savoir le prix et le profit, les clients et les commerçants ont élaboré des conceptions locales du fonctionnement des marchés alimentaires en période de pénurie.

### CONTEXTE

*Les pénuries en Tunisie n'ont pas donné lieu à des émeutes du pain. Néanmoins, les citoyens ont formulé des revendications éthiques concernant la distribution équitable des biens. Bien que ce fait n'exclue pas des troubles politiques manifestes à l'avenir, cela suggère que la thèse de l'émeute du pain, qui donne la priorité à la revendication contre l'Etat, a négligé le marché en tant qu'arène d'intervention sociale.*



## PRATIQUES DE PÉNURIE

Mounir tenait une épicerie dont il était fier. Située à la Cité Sfar, un quartier populaire de Tunis, ses hautes étagères étaient généralement bien approvisionnées en produits.<sup>1</sup> Mounir était aussi un propriétaire sympathique. Sur fond de ronronnement de son vieux téléviseur, qui diffusait une sélection de matchs de football, de feuillets tunisiens et de programmes religieux, Mounir était ravi de prendre part aux potins quotidiens, aux malheurs et aux réussites de ses clients habituels. Entre 2021 et 2024, le rythme de la vie quotidienne du quartier s'est enrichi d'un contrepoint discordant. La Cité Sfar, comme toute la Tunisie, a connu des pénuries alimentaires prolongées et simultanées, provoquées par des pressions et des crises nationales et internationales combinées. A certains moments, la farine, le sucre, le lait, le riz et le café ont été difficiles, voire impossibles à trouver, et Mounir a souvent eu du mal à approvisionner son magasin.

Pendant de nombreuses matinées, j'ai partagé le même échange avec Mounir ; après avoir pris mes provisions quotidiennes, je me risquais à poser une question la réponse à laquelle j'avais peu de doutes qu'elle serait négative : « Quoi de neuf pour le lait ? » Mounir répondait avec un soupir et un haussement d'épaules : « Pas de provisions aujourd'hui, inshallah demain. Viens tôt à l'épicerie ! » Parfois, soucieux de ne pas être le porteur de mauvaises nouvelles, Mounir proposait un gag pour détendre l'atmosphère : « Essaie de voir l'autre épicerie... ou l'Ukraine ! » ; ou déplorait les conditions de vie dans le pays : « Qu'est-ce que c'est que ce pays ? Pas de sucre, mais les riches continuent à recevoir des douceurs ».

Un matin, présumant déjà de la réponse de Mounir et pressé de commencer ma journée, j'ai omis de lui poser ma question habituelle. Au moment de payer, Mounir m'a demandé, de façon inattendue, de lui remettre mon sac. Quelque peu perplexe, je l'ai regardé s'accroupir derrière le comptoir et, à l'abri des regards, y glisser quelque chose, avant de me rendre le sac et, avec un clin d'œil conspirateur, de murmurer « notre secret ». En quittant le magasin, j'ai senti le poids satisfaisant de deux briques de lait, ce produit tant convoité.

Bien que la mise en scène de Mounir dans cette transaction illicite ait été faite en partie pour l'effet comique, notre échange a élucidé la dynamique socio-économique des pénuries alimentaires en Tunisie et a été révélateur de la façon dont elle a fait ressortir cette dernière en tant que relation économique ressentie, négociée et rendue connaissable localement. Si les pénuries ont tendance à être théorisées comme une exception économique – un moment d'absence de l'Etat et de défaillance du marché – ce MECAM Paper examine la manière dont les pénuries, et les pratiques quotidiennes qui s'y rapportent, ont à la fois dépassé et informé les réglementations de l'Etat et la rationalité du marché.

## AU-DELÀ DE LA THÈSE DE L'ÉMEUTE DU PAIN

A partir de la fin des années 1970, l'Afrique du Nord a connu des « émeutes du pain » déclenchées à la suite de la suppression des subventions alimentaires et de l'augmentation des prix. En raison de la restructuration des modèles de protection sociale conformément aux programmes d'ajustement structurel du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, l'Egypte (1977), le Maroc (1981), la Tunisie (1984) et l'Algérie (1988) ont tous dû faire face à une forte hausse des prix des denrées alimentaires de base. De ce fait, tous ces pays ont été le théâtre d'importantes manifestations de rue et d'émeutes.

Le cadre explicatif dominant de ces protestations a suivi la thèse de l'émeute du pain, qui postule que la protestation reflète la rupture du « pacte social » entre les dirigeants et les citoyens. Si, en d'autres temps, la loyauté et l'assentiment sont obtenus par le biais

<sup>1</sup> Par souci de confidentialité, j'ai utilisé des pseudonymes pour désigner à la fois le quartier (Cité Sfar) où s'est déroulée cette recherche et l'ensemble des personnes interrogées. La recherche s'appuie sur dix entretiens, ainsi que sur de nombreuses conversations informelles, menées au cours de l'hiver 2023 et du printemps 2024. Toutes les citations recueillies lors de ces entretiens ont été traduites de l'Arabe tunisien vers l'Anglais par l'auteur lui-même. Les autres citations des livres ou articles ont été traduites par la traductrice de cette étude.

de l'aide sociale, le plus souvent – et symboliquement – par des subventions sur le pain, le risque d'agitation sociale et de protestation augmente lorsque ces subventions sont supprimées. En bref, « les traumatismes économiques entraînent des drames politiques » (Yom 2020 : 210).

Depuis la réflexion d'E. P. Thompson (1971) sur les émeutes de la faim au XVIII<sup>e</sup> siècle (voir aussi Hossain et Kalita 2014), le concept d'« économie morale » a été invoqué pour analyser et expliquer les réactions des citoyens aux pénuries qui en découlent. Nuançant la thèse de l'émeute du pain, l'approche de l'économie morale élargit la portée des revendications morales, des interventions sur le marché et des demandes politiques que les citoyens formulent face aux pénuries alimentaires. Plutôt que d'établir une relation de cause à effet directe entre les pressions du marché et les bouleversements sociopolitiques, l'approche de l'économie morale démontre que les marchés eux-mêmes sont des lieux de lutte politique et d'intervention sociale. Les économies de marché ne fonctionnent jamais uniquement grâce à la « main invisible » du calcul économique, mais conjuguent la valeur marchande et les valeurs morales (Stark 2009). Comme l'affirme José Ciro Martínez (2022) dans son étude sur les subventions au pain en Jordanie, les subventions à l'alimentation de base ne se contentent pas de satisfaire l'appétit politique de la population ; elles s'inscrivent dans un champ complexe de significations, d'attentes et de besoins socio-économiques.

## COMMENT EXPLIQUER LES PÉNURIES ALIMENTAIRES EN TUNISIE ?

Dès 2021, les pénuries alimentaires ont fait l'objet d'un débat public intense, notamment dans les *talk-shows* sur les radios tunisiennes où les multiples raisons de cette situation difficile et les moyens d'y remédier ont été régulièrement débattus. Les commentateurs internationaux ont expliqué les pénuries alimentaires de la Tunisie par l'effet combiné de mauvaises récoltes consécutives provoquées par le changement climatique, les faibles réserves de devises étrangères de la Tunisie et les entreprises publiques endettées (Diwan, Alaya et Meddeb 2024 ; World Bank 2022). De leur côté, mes interlocuteurs considéraient les ruptures de la chaîne d'approvisionnement comme étant un problème « structurel » qui s'était « accru au fil des ans » (Entretien du 11 février 2024b), un problème « monté de toutes pièces » par « les lobbyistes et les grossistes » (Entretien du 24 avril 2024). En plus de les considérer comme le résultat de défaillances structurelles à long terme et de la corruption, ces personnes ont également référencé ces pénuries en fonction d'un ensemble de crises mondiales récentes qui dépassent l'Etat tunisien, à savoir le réchauffement climatique, la pandémie de COVID-19 et les guerres en Ukraine et à Gaza. Au final, « [alors que] la Tunisie était autrefois le grenier de Rome, elle ne parvient plus à nourrir son propre peuple » (Entretien du 12 avril 2024).

En dépit de la gravité des pénuries actuelles en Tunisie, qui sont sans précédent dans l'histoire moderne du pays, l'approvisionnement en denrées alimentaires de base est depuis longtemps un sujet de préoccupation, d'intervention et de gestion pour le gouvernement. Depuis 1970, les subventions sont administrées par la Caisse Générale de Compensation (C.G.C.), qui fixe le prix de quatre groupes d'aliments de base (blé, huiles végétales, lait et sucre), compensant les fournisseurs nationaux pour la différence avec les prix du marché mondial. Malgré les tentatives du FMI et de la Banque Mondiale, depuis les années 1980, de réformer la C.G.C. et de supprimer progressivement ces subventions (Chandoul 2017 : 4–5), la Tunisie a opté pour le maintien de son régime de subventions, ce qui coûtera à l'Etat 7,2 pour cent du produit intérieur brut (PIB) en 2023.

Sur le plan politique, le président Kais Saïed a présenté les pénuries en termes de binaire élite/population, blâmant une classe d'affaires qui profite de l'instabilité du marché et déclarant une « guerre » contre les « monopoleurs et les spéculateurs » (MEMO 2023). Les

commentaires de Saied reflétaient les inquiétudes plus générales du public concernant une classe de grossistes et des « lobbyistes » véreux (Entretien du 26 avril 2024a), soupçonnés de tirer profit de ces pénuries pour assurer leur propre intérêt économique.

## LA CITÉ SFAR, L'ESPACE-TEMPS CONTRASTÉ DE LA PÉNURIE ET LES ACTEURS DE L'ÉCONOMIE

Le quartier populaire de la Cité Sfar abrite une gamme typique de commerces : trois boulangeries (une publique, deux privées), deux épiceries, un café, deux établissements de restauration rapide et une pâtisserie. Comme ailleurs dans la capitale, les propriétaires, les commerçants et les travailleurs de la Cité Sfar étaient originaires de l'extérieur de Tunis, en majorité de la ville méridionale de Tataouine, mais aussi de Matmata, de Gafsa, de Gabès et de Béja. Depuis au moins les années 1960, la main-d'œuvre migrante du sud constitue l'épine dorsale de la classe des commerçants de Tunis, les emplois et les locaux étant transmis par les réseaux familiaux, commerciaux et de parenté du sud.

Les habitants et les travailleurs de la Cité Sfar ont vécu les pénuries en termes de changement de la distribution des biens à la fois dans l'espace et dans le temps. Les pénuries ont été perçues comme ayant accentué une géographie inégale de l'offre et de la demande qui a fragilisé certaines régions, certains quartiers et certains groupes par rapport à d'autres. Au niveau national, mes interlocuteurs considèrent que ces pénuries s'inscrivent dans la continuité des relations historiques entre le centre et la périphérie de la Tunisie, qui ont conduit à privilégier le nord du pays sur le plan économique : « Quand je rentre chez moi à Tataouine, j'emporte du sucre... les régions intérieures ont des pénuries plus graves que celles d'ici » (Entretien du 12 avril 2024). Au niveau des délégations, on soupçonne les quartiers plus aisés d'être à la fois les premiers à recevoir les produits et les mieux placés financièrement pour tirer profit du marché noir. Enfin, au niveau du quartier, les gens ont exprimé leur frustration quant à la manière dont les biens étaient distribués entre les différents magasins et circonscriptions : « Il y a bien du lait dans les cafés mais pas dans l'épicerie. Un bébé ne peut pas boire un café noir ! » (Entretien du 26 avril 2024b). A chaque échelle spatiale, les pénuries ont été perçues comme une suite – mais aussi comme un approfondissement – des inégalités préexistantes en matière d'approvisionnement et de distribution, et n'ont pas représenté une simple rupture avec les formes antérieures d'organisation du marché ou de régulation par l'Etat.

Outre la reproduction d'une géographie particulière de l'échange, les pénuries ont également transformé le temps de l'échange et de la consommation dans le quartier. La Tunisie est perçue comme étant devenue le « pays des files d'attente » faisant perdre du temps aux citoyens, exigeant d'eux qu'ils fassent preuve de « patience » et créant un sentiment général d'« épuisement » (Entretien du 26 avril 2024b). Les boulangers fermaient tôt après avoir épuisé leurs stocks, les épiciers voyaient les marchandises « arriver et repartir en une matinée » (Entretien du 14 avril 2024), et un commerçant notait, « je dors avec mon téléphone allumé » au cas où il y aurait une « livraison à 4 heures du matin » (Entretien du 24 avril 2024).

Enfin, pour les commerçants, les pénuries ont également réduit leur sens de la capacité d'action économique. « Vous achetez cher et vous réduisez votre marge bénéficiaire », note le pâtissier, « ou vous vous dites je n'achèterai pas un certain produit, et tout votre monde s'arrête » (Entretien du 26 avril 2024a). De même, Marwa, qui tient un petit commerce de *melawi* (pain plat tunisien) très populaire, a décrit le travail physique et émotionnel supplémentaire qu'elle a dû fournir pour pouvoir s'approvisionner en semoule en période de pénurie :

Je sors dès le matin à la recherche de la semoule. A défaut, il y a des gens appelés *dawarjiyya* [colporteurs], qui ont une voiture et qui fournissent de la

semoule, vous la vendant à un prix exorbitant ; mais je dois en acheter pour pouvoir travailler. C'est surtout pendant le Ramadan et l'Aïd que je leur prenais une petite quantité de farine. (Entretien du 14 avril 2024)

Les pénuries ont donc à la fois réduit les possibilités d'activité économique et prolongé la journée de travail, en y ajoutant l'effort supplémentaire pénible – mais aussi sexué – d'approvisionnement en denrées alimentaires de base.

## UNE ÉCONOMIE MORALE DE LA PÉNURIE ?

Pour faire face aux carences de biens, les citoyens ont eu recours à toute une série de stratégies permettant de redistribuer et d'épargner les produits. La constitution de réserves, les réseaux de faveurs et les lignes de crédit, le transport informel d'articles et le recours à l'économie parallèle sont autant de moyens d'atténuer les effets de la pénurie. La négociation locale des pénuries s'est faite en mêlant la rationalité du marché et les revendications morales : les commerçants et les habitants du quartier ont reconnu et affirmé être guidés par le calcul des prix et des bénéfices du marché, tout en faisant des déclarations morales sur la manière dont les chaînes d'approvisionnement et les marchés alimentaires devraient fonctionner. En conséquence, les pénuries ont souvent été discutées en termes d'éthique de distribution équitable ordonnée par la perception des besoins. « L'épicier », note avec approbation l'un des résidents, « il vend aux *wilad al-huma* [gens du quartier] et aux femmes ayant de jeunes enfants, il travaille avec conscience et veille à ce que tout le monde ait sa part » (Entretien du 26 avril 2024b). De même, le boulanger du quartier a admis qu'il vendait parfois de petites quantités de farine aux clients pour qu'ils puissent « faire du pain maison » (Entretien du 12 avril 2024).

Les pénuries ont également animé les souvenirs populaires d'économie, de réutilisation et de réduction des dépenses. La pratique amazighe d'*al-uwla* – stocker et réguler la consommation en fonction des variations saisonnières et des rendements annuels – a été citée comme informant les réponses actuelles aux pénuries alimentaires (Al-Yafrani 2022), tandis que Soumaya, une employée de café du coin, a fait remarquer : « C'est *haram* de gaspiller du pain ; je ramasse même les miettes de la table du dîner pour le repas de demain » (Entretien du 13 avril 2024). Les habitants de la Cité Sfar ont conçu des moyens de gérer les pénuries pour leur bénéfice individuel et collectif, en façonnant une économie morale de la distribution et de la consommation basée sur une hiérarchie des besoins et une éthique de l'abstinence.

Néanmoins, il serait erroné de romancer ces pratiques ou de les considérer sous l'angle de formes non capitalistes d'une activité économique collective. Si les pénuries ont animé les modes de partage des ressources collectives, elles ont également été une source de conflits, de concurrence et de frictions qui ont accentué les hiérarchies de classe et les différences au sein du quartier. En discutant avec les habitants de la Cité Sfar, il était clair que l'attribution de la responsabilité des pénuries n'était pas statique, mais qu'elle prenait des directions différentes, s'accumulant à différents points de la chaîne d'approvisionnement. Les pénuries ont été décrites comme un « gâteau dont certains prenaient une plus grosse part » (Entretien du 9 mars 2024), avec l'Office des céréales, les grossistes et les fournisseurs, les propriétaires de magasins et les clients étant tous soupçonnés de jouer le jeu de l'économie des pénuries pour leur propre compte.

L'économie morale du besoin décrite ci-dessus se fond facilement avec l'existence perçue d'un traitement préférentiel et de réseaux de faveur. « Il a tout dans son magasin, » s'est plaint un habitant à propos d'un commerçant local, « mais il ne vend qu'aux clients réguliers » (Entretien du 26 avril 2024b). De même, les clients soupçonnent certains commerçants de « profiter » sans scrupules des pénuries par la hausse des prix ou la vente au marché noir.

De leur côté, les commerçants ont indiqué que le phénomène de « stockage » était l'un des principaux moteurs de la crise, et lorsque j'ai interrogé l'un d'entre eux sur les raisons justifiant le manque d'approvisionnement constaté, il a déclaré ce qui suit :

Les pénuries sont une crise factice. Dans d'autres quartiers, vous trouverez les produits de base, mais à la Cité Sfar, qui est un quartier populaire et surpeuplé, il y a un doute sur le fait que les produits seront dans les magasins la semaine prochaine, donc les gens achètent toujours plus que ce dont ils ont vraiment besoin. (Entretien du 24 avril 2024)

De même, d'autres commerçants abordés ont fait part de leur impuissance face aux sollicitations de la clientèle : « Tous les voisins parlent entre eux... quand ils apprennent qu'il y a une certaine marchandise dans un magasin, le réseau téléphonique se met en marche... toute la famille va dans les magasins ! » (Entretien du 14 avril 2024a). Tout en étant sensibles aux pressions subies par leurs clients, ces interlocuteurs ont fait remarquer que leurs actions étaient en fin de compte motivées par la « nécessité économique » (Entretien du 26 avril 2024a). Le boulanger qui fournissait occasionnellement de la farine à des clients désespérés a admis, par exemple, qu'il y avait une « limite » à son altruisme et que le système alimentaire tunisien fonctionnait selon la « logique du marché, comme dans tout autre pays dans le monde » (Entretien du 12 avril 2024).

Sans vouloir minimiser les contradictions économiques nationales et internationales qui ont produit et soutenu la crise alimentaire en Tunisie, ni la capacité du président Saïed à dissimuler sa responsabilité face aux pénuries du pays, c'est à l'échelle locale du quartier que les pénuries ont été ressenties pour la première fois par ses habitants. Les accusations, contre-accusations et justifications quotidiennes que les pénuries ont suscitées à la Cité Sfar ont combiné les logiques de l'économie de marché et de l'économie morale. Les revendications morales ont été utilisées pour dénoncer les excès apparents de la spéculation marchande et, inversement, la logique du marché a été utilisée pour faire taire les arguments moraux. Ainsi, les discours quotidiens concurrents sur les pénuries ont remodelé le marché et les attentes concernant la manière dont il devrait assurer l'approvisionnement, la distribution et la consommation des denrées alimentaires de base.

De ce fait, les pénuries ne sont pas simplement un échec de l'équilibre entre les mécanismes du marché et les réglementations de l'Etat, mais elles sont liées aux relations éthico-économiques entre les producteurs, les fournisseurs et les consommateurs, qu'elles s'efforcent de renégocier. Bien qu'une économie morale puisse sembler établie, immuable et enracinée dans la tradition, comme l'explique le cas de la Cité Sfar, elle est en fin de compte malléable et négociable. Par exemple, les résidents et les travailleurs de la Cité Sfar ont mis l'accent, d'un point de vue éthique, sur la *distribution* plutôt que sur la *fourniture* de biens, ce qui suggère que leurs rapports avec les systèmes alimentaires en Tunisie sont en train de changer. D'autres recherches sont donc nécessaires pour expliquer comment l'économie morale des pénuries reflète la conjoncture actuelle et ses crises combinées de l'alimentation, du climat et de la finance.

## BIBLIOGRAPHIE

- Al-Yafrani, Amna (2022), Naqş fī tawfīr 'adīd mawād al-ḡīdā'iyya fī Tunis ... Hal tamaṭal « al-'uwla » ḥalan? [Manque de disponibilité d'un certain nombre de denrées alimentaires en Tunisie... « al-'uwla » représente-t-elle une solution ?], in: *Ultra Tunisia*, 9 septembre, <https://ultratunisia.ultrasawt.com> (07.06.2024).
- Barnes, Jessica (2022), *Staple Security: Bread and Wheat in Egypt*, Durham : Duke University Press.

- Chandoul, Jihen (2017), *Tunisia and IMF: Transitional Injustice*, Beirut : Arab NGO Network for Development, <https://www.annd.org/uploads/summernote/IMF-TUNISIA-PolicyBrief1612565201.pdf> (07.06.2024).
- Diwan, Ishac, Hachemi Alaya et Hamza Meddeb (2024), *The Buildup to a Crisis: Current Tensions and Future Scenarios for Tunisia*, Beirut : Malcom H. Kerr Carnegie Middle East Center, [https://carnegie-production-assets.s3.amazonaws.com/static/files/Diwan\\_Meddeb\\_Tunisia\\_final.pdf](https://carnegie-production-assets.s3.amazonaws.com/static/files/Diwan_Meddeb_Tunisia_final.pdf) (07.06.2024).
- Hossain, Naomi et Devangana Kalita (2014), Moral Economy in a Global Era, in: *Journal of Peasant Studies*, 41, 5, 815–831.
- Martínez, José Ciro (2022), *States of Subsistence: The Politics of Bread in Contemporary Jordan*, Stanford : Stanford University Press.
- MEMO (2023), Tunisia: President Pledges to Fight Bread Monopoly, in: *Middle East Monitor*, 19 août, <https://www.middleeastmonitor.com/20230819-tunisia-president-pledges-to-fight-bread-monopoly/> (07.06.2024).
- Pavla, Alissa (2023), Tunisia was Right to Reject the IMF Deal, in: *Foreign Policy*, 19 avril, <https://foreignpolicy.com/2023/04/19/tunisia-imf-loan-bailout-deal-economy-saied/#:~:text=Tunisian%20authorities%20and%20IMF%20leaders,will%20lead%20to%20more%20poverty> (07.06.2024).
- Stark, David (2009), *The Sense of Dissonance: Accounts of Worth in Economic Life*, Princeton, NJ : Princeton University Press.
- Thompson, Edward Palmer (1971), The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century, in: *Past & Present*, 50, 76–136.
- World Bank (2022), *Project Appraisal Document on a Proposed Loan in the Amount of US\$130 Million to the Republic of Tunisia for a Tunisia Emergency Food Security Response Project*, Report No. PAD5049, 14 juin, <http://documents1.worldbank.org/curated/en/334671656371769842/pdf/Tunisia-Emergency-Food-Security-Response-Project.pdf> (07.06.2024).
- Yom, Sean (2020), Bread, Fear, and Coalition Politics in Jordan, in: Victor C. Shih (éd.), *Economic Shocks and Authoritarian Stability*, Michigan : University of Michigan Press, 210–235.

## ENTRETIENS

- 11 février 2024a Serveur de café
- 11 février 2024b Journaliste
- 12 février 2024 Serveur de café
- 6 mars 2024 Epicier
- 12 avril 2024 Boulanger
- 14 avril 2024a Propriétaire d'un établissement de restauration rapide
- 14 avril 2024b Boulanger
- 24 avril 2024 Epicier
- 26 avril 2024a Chef de pâtisserie
- 26 avril 2024b Aide-ménagère

## À PROPOS DE L'AUTEUR

Joshua E. Rigg est titulaire d'un doctorat du Département de Politiques et d'Etudes Internationales de la School of Oriental and African Studies (SOAS), Université de Londres, et est actuellement assistant de recherche dans le cadre du Programme de Recherche sur les Petits Etats à l'Université de Georgetown au Qatar. Il est boursier à court terme du MECAM dans le cadre de la thématique « Ressources et durabilité ». Ses recherches ont été publiées dans les revues *Globalizations*, *Comparative Studies in Society and History* et *Citizenship Studies*.

E-Mail : jer161@georgetown.edu

## IMPRINT

The MECAM Papers are an Open Access publication and can be read on the Internet and downloaded free of charge at: <https://mecam.tn/mecam-papers/>. MECAM Papers are long-term archived by MENA-LIB at: <https://www.menalib.de/en/vifa/menadoc>. According to the conditions of the Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International Public License, this publication may be freely reproduced and shared for non-commercial purposes only. The conditions include the accurate indication of the initial publication as a MECAM Paper and no changes in or abbreviation of texts.

MECAM Papers are published by MECAM, which is the Merian Centre for Advanced Studies in the Maghreb – a research centre for interdisciplinary research and academic exchange based in Tunis, Tunisia. Under its guiding theme “Imagining Futures – Dealing with Disparity,” MECAM promotes the internationalisation of research in the Humanities and Social Sciences across the Mediterranean. MECAM is a joint initiative of seven German and Tunisian universities as well as research institutions, and is funded by the German Federal Ministry of Education and Research (BMBF).

MECAM Papers are edited and published by MECAM. The views and opinions expressed are solely those of the authors and do not necessarily reflect those of the Centre itself. Authors alone are responsible for the content of their articles. MECAM and the authors cannot be held liable for any errors and omissions, or for any consequences arising from the use of the information provided.

Editor: Dr. habil. Steffen Wippel

Editorial Department: Petra Brandt, Dr. James Powell

Translation from English into French: Prof. Dr. Amel Guizani

Merian Centre for Advanced Study in the Maghreb (MECAM)

27, rue Florian, ISEAHT – Borj Zouara 1029 Tunis, Tunisia

<https://mecam.tn>

[mecam-office@uni-marburg.de](mailto:mecam-office@uni-marburg.de)

**ميكام**  
مركز ميربان  
للدراسات المتقدمة  
في المنطقة المغاربية



**MECAM**  
Merian Centre  
For Advanced Studies  
In The Maghreb